



en
Toulouse Midi-Pyrénées

Après nos ateliers sur le "**Contrat Social**" de **Rousseau** et les ouvrages de **Sophie Wahnich** sur la révolution de 1789, nous vous invitons à participer à notre dernier atelier animé par

Luc Brossard

sur

"de la Commune de Paris 1871 au Commun 2016"

le Jeudi 12 mai 2016 de 20h30 à 23h

salle de réunion n°2 de la **Maison des Associations** (3, place Guy Hersant)
(entrée face au 75 de la rue du Férétra à Toulouse, Métro Empalot)

Lors du précédent atelier, nous avons discuté du rôle des femmes et des différentes conceptions de la famille (Proudhon, Fourier, Varlin), de l'enseignement et de l'éducation (instruire ou émanciper ?), de l'influence et des répercussions qu'avait eu la Commune en France et à l'étranger (Espagne, Algérie) et du rôle éminent joué par des étrangers alors que la France généreuse et républicaine n'offre que de misérables "quotas" à des réfugiés fuyant la misère et les guerres et s'incline devant les exigences de la Turquie qui achète du pétrole à Daech et fait des réfugiés une monnaie d'échange marchand avec l'UE.

Ce jeudi, nous discuterons de la démocratie en actes et du "Commun" de Dardot et Laval ainsi que des rapports entre la Commune et la religion (laïcité, "neutralité" de l'Etat) : si la Commune de Paris a été pionnière en matière de séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous discuterons des propositions de Jean Baubérot (rejoignant en cela Jacques Rancière et Chantal Mouffe) pour qui l'espace public ne peut être neutre. Il doit être le lieu de la différence, des différences, des conflits : la démocratie ne peut se réduire à un consensus mortifère ! Cela pose donc le rapport aux signes religieux dans la rue (le voile, pas le foulard), au concordat qui perdure en Alsace et donne toute sa force à la "Déclaration Universelle de la laïcité".

Nous verrons combien les problématiques issues de 1793, puis de 1848 ont continué de hanter l'imaginaire des communards jusqu'à irriguer le modernisme (l'utopie réaliste) des propositions du Conseil National de la Résistance : certaines comme la Sécurité Sociale, le statut des fonctionnaires, les Comités d'entreprise, les services publics de l'énergie, de l'enseignement et de la santé constituent le "Commun" déjà là. Mais un Commun que les libéraux ont "dénaturé" (dé-démocratisé) au sens où les salariés, qui en avaient le contrôle démocratique, en ont été dessaisis au profit d'experts compétents non élus et d'une bureaucratie administrative comptable, obsédée par la gouvernance de nombres qui seraient apolitiques, sauf qu'ils visent la rentabilité. Une rentabilité qui déshumanise les services publics qui, devenant alors sujet à critique, sont restructurés, découpés horizontalement et verticalement, morcelés par le new management : rendus alors inefficaces, ils sont promis et rendus propices à leur future privatisation afin d'étendre toujours plus la liberté et l'espace du Capital marchand. Mais cela touche à sa fin ...

